

Unité départementale des Hauts-de-Seine
Service Risques et Installations Classées de Paris et des
Hauts-de-Seine
167/177, avenue Joliot-Curie BP 102
92013 Nanterre Cedex

Nanterre, le 25/04/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/03/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EDF

212 avenue d'Argenteuil
92230 GENNEVILLIERS

n° Dossier : 4608

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/03/2022 dans l'établissement EDF implanté 212 avenue d'Argenteuil 92230 GENNEVILLIERS. L'inspection a été annoncée le 11/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection réalisée dans le cadre de la prise de l'arrêté préfectoral complémentaire DCPAT n°2021-156 du 5 novembre 2021.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EDF
- 212 avenue d'Argenteuil 92230 GENNEVILLIERS
- Code AIOT dans GUN : 0006506282
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

Centrale thermique de production d'électricité, installation de secours

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- respect de l'arrêté préfectoral DCPAT n°2021-156 du 05/11/2021 (IED) ;
- Conformité de l'installation aux prescriptions liées à la protection contre la foudre (arrêté du 04/10/10, NOR : DEVP1025930A).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
Combustibles autorisés et suivi des combustibles	Arrêté Préfectoral du 04/10/2012, article 3.1.6	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Management environnemental	Arrêté Préfectoral du 04/10/2012, article 2.1.3	/	Sans objet
Management de l'énergie	Arrêté Préfectoral du 04/10/2012, article 2.1.4	/	Sans objet
Gestion des périodes autres que les périodes normales de fonctionne...	Arrêté Préfectoral du 04/10/2012, article 2.1.6	/	Sans objet
Efficacité énergétique	Arrêté Préfectoral du 04/10/2012, article 2.8.1	/	Sans objet
Plan de gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 04/10/2012, article 5.1.8	/	Sans objet
Plan de gestion des nuisances sonores	Arrêté Préfectoral du 04/10/2012, article 6.1.4	/	Sans objet
Programme de surveillance	Arrêté Préfectoral du 04/10/2012, article 9.2.1.1	/	Sans objet
Vérifications foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection ne fait pas apparaître de non-conformité majeure.

La non-conformité concernant l'absence de caractérisation du paramètre "indice de Wobb" dans la fiche produit transmise par le fournisseur.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Management environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/10/2012 modifié, article 2.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Management environnemental
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place au plus tard le 17 août 2021 un Système de management environnemental comprenant : <ul style="list-style-type: none">- l'engagement de la direction à une politique environnementale intégrant le: principe d'amélioration continue des performances environnementales de l'installation ;- les procédures prenant particulièrement en considération les aspects suivants :<ul style="list-style-type: none">* recrutement, formation, sensibilisation et compétence du personnel, des prestataires et des intérimaires,* contrôle efficace des procédés,* gestion des modifications.
Constats : Transmission par courriel le 21/03/2022 de : <ul style="list-style-type: none">- la « Politique Santé, Sécurité, Environnement et de Prévention des Accidents Majeurs au CETAC », v2022-2024;- la « Note d'organisation du système de management du CETAC », Réf.: T-40211301-2014-000101 ind. E du 28/07/2021. <u>Avis de l'inspection :</u> L'établissement CETAC est certifié ISO 14001. La politique transmise par l'exploitant n'appelle pas de commentaire de l'Inspection. La note d'organisation mentionne les procédures particulières requises : <ul style="list-style-type: none">- Formations, sensibilisations et compétences → T-40211301-2018-000026 (transmise le 25/03/2022 par courriel) Par sondage, l'inspection a vérifié la qualification d'un agent de maintenance concernant la formation feu 3 comme requis par la procédure, ainsi que la conformité à la périodicité de recyclage indiqué. La situation de la personne choisie était conforme aux exigences du référentiel interne. - Gestion des modifications → T-40211304-2018-000353 (transmise le 25/03/2022 par courriel) Concernant le contrôle efficace des procédés, la section de la note réservée à ce sujet (« Maitrise des procédés ») ne traite pas de la gestion des périodes OTNOC pour le fonctionnement des TAC. Ce point fera l'objet d'un contrôle ultérieur dans le présent rapport d'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Management de l'énergie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/10/2012 modifié, article 2.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Management de l'énergie
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place au plus tard le 17 août 2021 un système de management de l'énergie. L'exploitant tient à jour un registre de suivi de l'efficacité énergétique de ses équipements indiquant a minima à une fréquence mensuelle : <ul style="list-style-type: none">- la consommation de combustible par équipement ;- l'énergie électrique produite ;- les rendements des installations calculés à partir de ces données.
Constats : Le site n'est pas certifié ISO 50001. La « Note d'organisation du système de management du CETAC », Réf.: T-40211301-2014-000101 ind. E du 28/07/2021, comprend des éléments relatifs à un système de management de l'énergie. Conformément à la prescription ci-dessus, l'exploitant a présenté en séance le registre de suivi de l'efficacité énergétique indiquant les minimas requis l'arrêté préfectoral. Le registre est constitué de tableurs excel. Chaque tableur concerne uniquement le mois visé. Cependant, aucune compilation de données inter-mois n'est réalisée, ce qui permettrait par exemple d'apprécier les évolutions du rendement selon le vieillissement ou l'efficacité des investissements réalisés sur les installations de l'établissement, dans un objectif d'amélioration continue.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Gestion des périodes autres que les périodes normales de fonctionne...

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/10/2012 modifié, article 2.1.6
Thème(s) : Risques chroniques, Période OTNOC
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant dispose d'une procédure d'exploitation relative à la conduite à tenir en cas de panne ou de dysfonctionnement des dispositifs de réduction des émissions. L'exploitant est tenu d'établir au plus tard le 17 août 2021 un plan de gestion de ces périodes OTNOC contenant : * la conception appropriée des systèmes censés jouer un rôle dans les OTNOC susceptibles d'avoir une incidence sur les émissions dans l'air, l'eau ou le sol (par exemple types de conception à faible charge afin de réduire les charges minimales de démarrage et d'arrêt en vue d'une production stable des turbines à combustion), * l'établissement et la mise en œuvre d'un plan de maintenance préventive spécifique pour ces systèmes, * une vérification et un relevé des émissions causées par des OTNOC et les circonstances associées, et la mise en œuvre des mesures correctives si nécessaire, * une évaluation périodique des émissions globales lors des OTNOC (par exemple fréquence des événements, durée, quantification/estimation des émissions) et la mise en œuvre des mesures correctives si nécessaire. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a transmis par courriel du 25/03/22 la "procédure d'exploitation relative à la conduite à tenir en cas de panne ou de dysfonctionnement du dispositif de réduction des émissions". Il s'agit d'une fiche réflexe (logigramme) indiquant les actions à mener selon les informations disponibles au moment de l'incident. Par courriel du même jour, l'exploitant a transmis le plan de gestion des périodes OTNOC (réf. T-40211304-2021-000323, indB du 14/03/2022). Le contrôle porte sur la présence du document. Celui-ci n'a pas fait l'objet d'un examen approfondi et pourra faire l'objet d'une vérification complète ultérieurement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Efficacité énergétique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/10/2012 modifié, article 2.8.1
Thème(s) : Risques chroniques, Efficacité énergétique
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant fait réaliser avant le 17 août 2021 par une personne compétente un examen de son installation et de son mode d'exploitation visant à identifier les mesures qui peuvent être mises en œuvre afin d'en améliorer l'efficacité énergétique, en se basant sur les meilleures techniques disponibles relatives à l'utilisation rationnelle de l'énergie. Le rapport établi à la suite de cet examen est transmis à l'inspection des installations classées, accompagné des suites que l'exploitant prévoit de lui donner. [...]
Constats : L'exploitant a transmis par courriel du 21/03/2022 le rapport d'audit énergétique (EDF, v2 du 09/08/2021). Il comprend un plan d'actions ainsi que l'échéancier associé. Le certificat de qualification n°67194.7 délivré par AFNOR Certification pour le groupe EDF est joint en annexe 11. Aucune donnée concernant la qualification individuelle du rédacteur de l'étude n'est précisée. En l'absence de précisions réglementaires sur ce point, l'Inspection n'est pas en mesure de statuer sur la compétence du rédacteur de l'étude.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Combustibles autorisés et suivi des combustibles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/10/2012 modifié, article 3.1.6
Thème(s) : Risques chroniques, Combustibles autorisés
Prescription contrôlée : L'exploitant énumère dans un document relatif aux combustibles les types de combustibles utilisés et précise pour chacun leur nature. Il réalise la caractérisation initiale complète du gaz utilisé au moins pour les paramètres énumérés ci-dessous et conformément aux normes EN. Les normes nationales, les normes ISO ou d'autres normes internationales peuvent être utilisées, pour autant qu'elles garantissent l'obtention de données d'une qualité scientifique équivalente. La caractérisation initiale et le contrôle régulier du combustible peuvent être effectués par l'exploitant OU par le fournisseur du combustible. Dans la dernière hypothèse, les résultats complets sont communiqués à l'exploitant sous la forme d'une fiche produit (combustible) ou d'une garantie du fournisseur. Les substances ou paramètres à caractériser sont les suivants : Pouvoir Calorifique Inférieur (PCI), Méthane (CH ₄), Ethane (C ₂ H ₆), Hydrocarbures comportant trois atomes de carbone (C ₃), hydrocarbures comportant quatre atomes de carbone ou davantage (C ₄ ⁺) Dioxyde de carbone (CO ₂), Azote (N ₂), et indice de Wobbe. [...]
Constats : Le document relatif aux combustibles est géré par une application dédiée de l'entreprise. Cette application a été présentée en inspection. Les éléments produits n'appellent pas de commentaire particulier. Le fournisseur GRT Gaz fournit une fiche produit indiquant les caractéristiques du combustible à un pas journalier. L'exploitant a transmis par courriel du 28/03/2022 (postérieurement à l'inspection) un exemple de fiche produit pour le mois de janvier 2021. Parmi les paramètres exigés, l'indice de Wobb n'apparaît pas. Non-conformité : Contrairement à l'article 3.1.6 de l'arrêté préfectoral du 04/10/2012 modifié, la fiche produit transmise par le fournisseur ne comprend pas la caractérisation du paramètre "indice de Wobb".
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/10/2012 modifié, article 5.1.8
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place au plus tard le 17 août 2021 un plan de gestion des déchets pour veiller à éviter la production des déchets ou pour faire en sorte qu'ils soient préparés en vue du réemploi, recyclés ou valorisés d'une autre manière.
Constats : L'exploitant a transmis par courriel du 25/03/2022 la note d'organisation Gestion des déchets au CETAC (réf. T-40211304-2014-000159, indC du 22/07/2021). Le document n'appelle pas de commentaire particulier.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des nuisances sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/10/2012 modifié, article 6.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place au plus tard le 17 août 2021 un plan de gestion des nuisances sonores en cas de nuisance sonore probable ou confirmée comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none">- Un protocole de surveillance du bruit aux limites de l'installation,- Un programme de réduction du bruit,- un protocole prévoyant des mesures appropriées et un calendrier pour réagir aux incidents liés au bruit,- Un relevé des problèmes de bruit rencontrés et des mesures prises pour y remédier, ainsi que la diffusion auprès des personnes concernées des informations relatives aux problèmes de bruit rencontrés. »
<p>Constats : L'exploitant a transmis par courriel du 21/03/2022 le plan de gestion des nuisances sonores du site TAC de GENNEVILLIERS (réf. T-30508800-2021-001117, indA du 23/08/2021). Les parties du document répondent généralement aux exigences réglementaires.</p> <p>L'annexe 1 liste les conclusions des campagnes de mesures précédentes. Celles-ci montrent :</p> <ul style="list-style-type: none">- des dépassements sur les 3 points en limite de propriété sur des périodes de nuit (principalement) pour la campagne de mesure d'août 2013;- un dépassement en point limite de propriété 2 pour la période intermédiaire pour la campagne de mesure de février 2018, ainsi qu'un impact du site en façade supérieur au seuil réglementaire pour les 3 points en ZER. Le document indique la mention suivante : "Cependant, en ces points, les niveaux résiduels mesurés sont supérieurs aux niveaux d'impact du site, du fait de l'influence prépondérante du bruit provenant des infrastructures de transport environnantes. Ainsi, en ces points, le site présente un impact relativement faible." <p>Considérant qu'aucune plainte concernant cet enjeu n'est relevé par l'exploitant ou connu de l'Inspection, il n'a pas été procédé à un examen des rapports de mesure de bruits concernés.</p> <p>Il convient toutefois que l'exploitant investigue sur ces dépassements, notamment en ce qui concerne les dépassements en limites de propriété, considérant que le voisinage est en mutation et que des immeubles d'habitations de plusieurs niveaux sont actuellement en cours de construction à proximité immédiate du site, le long de la limite ouest. Un nouveau point de mesure à cet endroit paraît adapté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Programme de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/10/2012 modifié, article 9.2.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées. [...]
Constats : L'exploitant a transmis par courriel du 21/03/2022 la note d'organisation du « PROGRAMME DE SURVEILLANCE ENVIRONNEMENTALE TAC DE GENNEVILLIERS », référencée T40211304-2019-000438, indB du 02/12/2021. Le plan décrit les modalités de la surveillance des émissions atmosphériques, des rejets aqueux ainsi que les modalités de transmissions à l'inspection des installations classées. Le document n'appelle pas de commentaire particulier.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Vérifications foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Foudre
Prescription contrôlée : L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3, version de décembre 2006. Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.
Constats : L'exploitant a transmis par courriel du 28/03/2022 (post-inspection) l'attestation de conformité d'un système de protection foudre délivré après la réalisation des travaux effectués en 2021. Le rapport de vérification initiale est également joint (SEFTIM, X70-4-V1-VI_EDF_TAC Gennevilliers, juillet 2021). Le rapport ne mentionne pas de non-conformité et l'installation est jugée conforme aux exigences de l'étude technique X70-V3-ET_EDF_TAC Gennevilliers" datée de Décembre 2020.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet